



- Des cabinets fermés et des retards dans plusieurs métropoles
- Enjeux économiques et chiffres contestés
- Impact sur l'accès et les rendez-vous des patients

Des radiologues libéraux se mobilisent lundi 10 novembre 2025, appelés par la Fédération nationale des Médecins Radiologues (FNMR). Dans plusieurs villes, des cabinets seront fermés ou en astreinte en raison d'une réforme tarifaire et de baisses envisagées des actes d'imagerie dans le cadre du PLFSS 2026. Les organisateurs estiment que ces mesures fragilisent l'accès aux soins et la capacité des cabinets à investir dans le matériel; les rendez-vous prévus ce jour-là sont décalés dans les jours qui suivent. Les autorités affirment que les services d'urgence resteront assurés.

Des cabinets fermés et des retards dans plusieurs métropoles

La mobilisation est particulièrement visible dans le nord et les grandes villes: selon Thibaut Jacques, président de la FNMR du Nord, « La grève est suivie à 90% dans le Nord et le Pas-de-Calais, et à 100% dans la métropole de Lille. Tous les cabinets de radiologie, les plateaux techniques des cliniques inclus, sont fermés ce lundi 10 novembre 2025, en raison d'une grève massive des praticiens. »

Des conséquences concrètes se font sentir côté patients: des rendez-vous prévus en radiologie ont été déplacés et les praticiens craignent des retards dans les diagnostics et le suivi. « Chaque année, des négociations s'opèrent entre les médecins et la CPAM. Mais en 2025, la Sécu a obtenu un pouvoir de décision unilatérale. »

Selon les chiffres fournis par la Fédération, la perte liée aux baisses tarifaires est de l'ordre de 1,5 milliard d'euros et la marge brute est inférieure à 15 %. En France, environ 80 millions d'actes (radiographie, scanner, IRM, ...) sont réalisés chaque année.

Des cabinets radiologiques fermés dans la métropole de Lille.

Enjeux économiques et chiffres contestés

Le directeur général de l'Assurance maladie Thomas Fatôme affirme que le secteur « est de plus en plus rentable et se développe beaucoup, donc il peut tout à fait absorber des baisses de tarifs ». Par ailleurs, l'article 24 du projet de budget de la Sécurité sociale précise que des baisses de tarifs seraient possibles « lorsqu'est documentée une rentabilité manifestement excessive ».

En parallèle, l'analyse des effets sur le budget et les investissements est controversée. Le docteur Julien Puget, radiologue à Vesoul, explique que « Ce mouvement n'est ni corporatiste ni isolé. Il est le symptôme d'une crise profonde qui menace l'accès à des soins de qualité pour des millions de Français ». Selon lui, le protocole imagerie 2025-2027 de la CNAM, combiné aux dispositions du PLFSS 2026 (articles 24 et 26, ndlr), aura des effets dévastateurs : blocage de l'investissement technologique, non-valorisation des innovations (moins de 80€ pour deux heures

d'intervention sur un cancer du foie), déséquilibres financiers croissants pour les cabinets de proximité.

À terme, cela signifie : moins d'accès, moins d'innovation, plus d'inégalités territoriales, et une véritable perte de chance pour les patients.

Une grève nationale qui menace l'investissement et l'accès à l'imagerie médicale.

Impact sur l'accès et les rendez-vous des patients

Concrètement, si vous devez passer une radio, vous devrez attendre le mercredi 12 novembre, la journée de mardi étant fériée. Les préfets ont le pouvoir, avec les ARS, de réquisitionner des radiologues uniquement pour les urgences pour cette journée.

Les rendez-vous pris pour lundi ont été annulés ou reportés « dans les jours, les semaines qui suivent », et les patients ont été prévenus aussi tôt que la semaine dernière.

À l'échelle nationale, les radiologues libéraux réalisent près de 80 millions d'actes chaque année et emploient 30 000 collaborateurs. Cette réalité souligne l'importance du secteur dans le parcours de soins et nourrit les craintes d'un déploiement rapide de mesures d'austérité supplémentaires.